

d'ordre : « ouvriers, étudiants solidaires » apparaît pour la masse des étudiants comme une bonne « tactique politique » pour gêner le gouvernement, très vite, avec le développement de la répression, il est compris comme une nécessité objective, la condition du succès.

De tous ces points de vue, la similitude des mouvements étudiants des pays « de l'Est » et des pays capitalistes est remarquable. Mais cette similitude n'est pas une identité et si les revendications et les thèmes de mobilisation se ressemblent, ils n'en n'ont pas moins, dans le cadre de sociétés distinctes, une dynamique distincte. Si on veut quitter le terrain des généralités psychologiques (jeunes en lutte contre « l'Autorité ») et subjectives (importance évidente du facteur idéologique), il faudrait expliquer pourquoi et comment, dans une *situation générale de crise*, cette couche spécifique de « déclassés » dont la tête est dans les couches dominantes et les pieds dans le prolétariat, si l'on peut dire, exprime le plus les contradictions de cette société.

Si, en France comme dans les pays de l'Est, la liberté d'information et d'expression a été un des thèmes essentiels du mouvement étudiant, son caractère beaucoup plus explosif à l'Est s'explique par une différence essentielle. Dans une société capitaliste fondée sur le profit, la logique même de son fonctionnement normal implique l'existence d'un minimum d'information « objective » (type *Le Monde*) : pour décider de sa politique d'investissement, la classe bourgeoise doit savoir réellement ce qui arrive (s'il y a des grèves, ce qui est discuté au gouvernement, ce qui se passe à l'étranger, etc.). Par ailleurs, en principe, la possibilité existe pour tout individu disposant de suffisamment d'argent de sortir son propre journal, des tracts, etc., c'est bien entendu fondamentalement une liberté de classe, pour la bourgeoisie, mais le mouvement révolutionnaire peut, dans une certaine mesure, l'utiliser à son profit. Enfin, bien qu'en pleine crise, la bourgeoisie dispose d'une idéologie qui lui est propre, elle ne prétend pas représenter le pouvoir des travailleurs, elle considère Lénine comme un ennemi, Mitterrand comme un homme de gauche et Raymond Aron comme un penseur.

Mais la logique de fonctionnement des Etats ouvriers bureaucratiques n'implique nullement une telle « liberté »<sup>2</sup>; bien au contraire, le pouvoir de la bureaucratie est fondé sur une imposture majeure (son pouvoir se proclame pouvoir de la classe ouvrière, il ne peut tolérer d'abolition réelle de censure. Et ce qui au départ était la condition d'une véritable liberté de classe pour les travailleurs, à savoir la mise à la disposition (par l'Etat prolétarien) de tous les moyens d'information, aux diverses organisations politiques, sociales et culturelles, s'est transformé en son contraire : le monopole total de la bureaucratie.

C'est une nécessité pour la bureaucratie de comprendre comment des manifestations, dont le prétexte est apparemment minime, provoquent des réactions aussi brutales.

Il y a d'abord l'étincelle de départ, qui apparaît toujours

---

2. Il est cependant vrai que les réformes proposées par O. Sik (ou Liberman) exigent davantage « d'objectivité ». Voilà qui explique partiellement « les difficultés » de leur mise en pratique et le fait qu'elles aient eu cette popularité chez les étudiants. Cf. plus loin et *Rouge* n° 1.